

DISCOURS D'YVES DAUGE
A L'OCCASION DE LA RENCONTRE AVEC AURÉLIE FILIPPETTI,
MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
Vendredi 13 Juillet 2012, Chartreuse de Villeneuve lez Avignon

Madame la Ministre,

Nous sommes heureux que vous ayez bien voulu répondre à notre invitation, ici dans ce lieu fondateur des Centres culturels de rencontre initiés par notre ancien président Jacques Rigaud. Merci à Pierre Morel et à François de Banès Gardonne de nous accueillir tous. Avant de vous présenter rapidement les Centres, leurs activités, le rôle de notre association et d'échanger avec vous, je souhaite rappeler devant vous les quelques éléments essentiels autour desquels nous nous rassemblons et construisons notre avenir.

Tout d'abord, nous nous considérons partie prenante d'une politique culturelle nationale où la place de la création, de l'innovation, de l'expérimentation est plus que jamais indispensable alors que règnent trop souvent vitesse, précipitation, illusion... Nous vivons à l'image des monuments, des lieux et des territoires où nous sommes immergés. Nous nous inscrivons dans la durée et l'approfondissement de nos missions. Cette situation nous donne de la sérénité et nous confère de la force pour répondre aux défis du monde contemporain. Les élus qui nous soutiennent sont conscients de ce que nous représentons, à condition que se construise avec eux une vraie relation de confiance. Pour l'Etat, avec le relais indispensable des Directions Régionales des Affaires Culturelles, l'assise culturelle que nous représentons est un atout qu'il faut reconnaître, soutenir et valoriser.

Ensuite, nous devons affirmer que si le champ de la création est vaste, il nous faut aussi prendre en compte plus encore qu'hier, le vaste champ des publics. Les collectivités locales, les régions, les départements, avec l'éducation nationale comptent de plus en plus sur nous pour faire découvrir aux élèves des écoles, des collèges, des lycées, les artistes en résidence dans nos centres, le travail qu'ils font, et leurs réalisations en les y associant le plus souvent possible.

Nos centres doivent plus encore s'ouvrir aux publics les plus isolés, voire culturellement abandonnés. Ils ont ce souci permanent de faire vivre la culture dans sa diversité, en agissant par exemple avec l'aide de partenaires, dans les quartiers difficiles des villes voisines ou dans une ruralité proche mais ignorée. Nous savons qu'il y a partout des talents, des attentes et qu'il est toujours temps d'ouvrir des portes. Nous sommes donc des lieux de cultures ouverts, agissant en faveur de l'égalité des territoires et cela devrait concerner d'autres ministères autant que le vôtre.

Ces deux convictions nous incitent à toujours rechercher et construire des partenariats avec les « opérateurs culturels » qui, eux aussi, partagent nos conceptions, agissent à nos côtés ainsi qu'avec le monde économique avec lequel les Centres ont développé depuis l'origine des liens étroits. Au fil du temps, les Centres culturels de rencontre sont devenus un vrai modèle de développement européen qui allie culture, économie et société civile au sein des territoires.

Dans cet esprit, nous recherchons aussi à conventionner nos actions entre tous nos financeurs sur des objectifs communs avec le souci d'optimiser l'utilisation des fonds publics. Le Ministère de la Culture est engagé dans ce processus de contractualisation qu'il faut poursuivre et développer dans chaque région. Nous en avons tous besoin pour stabiliser nos moyens. C'est pour cette raison que nous avons pensé utile que le Ministère identifie clairement l'aide apportée aux Centres.

Nous sommes ici au cœur de la question des relations de l'Etat avec les collectivités locales et au-delà, avec tous les partenaires. Le fait qu'il existe une politique nationale n'exclut en rien, bien au contraire, une nouvelle vision dans l'organisation des compétences et du rôle des acteurs publics. Nous sommes de fait un exemple assez

réussi de pratiques nouvelles de la décentralisation des politiques où l'Etat garant d'un niveau d'excellence, d'objectifs partagés bénéficie largement d'initiatives locales et de financements très importants qu'il ne pourrait assurer lui-même. Il convient cependant que sur l'ensemble du territoire, nous retrouvions un même comportement de l'Etat vis-à-vis de nos Centres, ce qui n'est pas encore le cas.

Avec la décentralisation, c'est grâce à la mobilisation des forces locales, à l'émergence des projets qui trouvent leur source dans les territoires, que se construit cette politique nationale que nous voulons tous.

S'agissant de notre association, son rôle est d'abord d'être porteur d'un progrès que nous pouvons mieux réaliser ensemble. L'association devient le moteur d'une vision partagée de l'avenir. Elle porte collectivement les questions de formation, de communication, de place dans les médias, de représentation auprès des ministères et d'autres institutions, au premier rang desquelles la Commission européenne. Elle engage un travail commun sur des sujets majeurs de société en France et en Europe : la place de la culture dans la question si sensible et nouvelle des politiques de développement durable, y compris la place des énergies renouvelables dans les monuments historiques, sur la formation et l'insertion professionnelles, sur l'irruption révolutionnaire des nouvelles technologies.

Puisque notre mission est de capitaliser nos savoirs pour les transmettre au plus grand nombre, comment pouvons-nous y parvenir en nous appropriant tous les nouveaux outils qui transforment profondément le monde de la connaissance ?

Notre association doit aussi trouver sa légitimité dans l'écoute permanente de ses membres afin de créer entre eux des synergies, des échanges, des co-productions. Nous voulons être une association démocratique, gérée collectivement avec ses membres.

A propos de vision, nous avons tous la volonté de nous développer en France, en Europe et même en Asie. En France, nous sommes de plus en plus sollicités, malgré le contexte financier si tendu, nous voyons des départements, des régions soutenir des projets de centres culturels. Notre Commission Nationale réunie le 5 Janvier dernier par Frédéric Mitterrand à Royaumont a labellisé deux nouveaux centres (le Prieuré de la Charité-sur-Loire ; le Parc Jean-Jacques Rousseau d'Ermenonville) et pris en considération trois projets (La Chartreuse de Neuville-sous-Montreuil, l'Abbaye de Saint-Riquier/Baie de Somme, le Domaine de l'Esparrou). D'autres sont en attente. C'est un signe très positif et nous sommes convaincus que notre croissance est indispensable pour assurer pleinement l'approfondissement, l'élargissement de nos missions.

De même, notre avenir passe par l'Europe. Nous sommes déjà un réseau d'une cinquantaine membres situés dans vingt pays qui partagent nos ambitions. Notre réseau est déjà un réseau européen qui contribue à la création de l'Europe de la culture. Un fort potentiel existe, pas seulement en termes de candidatures, mais surtout en terme de partenariat, de coopération, d'échange d'expériences. Dans sa dimension européenne, notre association aura, avec l'appui de votre ministère, un rôle à jouer dans la définition et la mise en œuvre des nouveaux programmes européens concernant la culture (Europe Créative, Horizon 2020, Politique de cohésion). Nous souhaitons nous concerter avec vous dans ces perspectives européennes.

Au Japon, le Ministère des Affaires Etrangères et votre Ministère nous ont sollicités pour réfléchir à un nouveau modèle de fonctionnement de la Villa Kujoyama, à Kyoto. Nous avons également des contacts en Chine et en Inde avec des lieux culturels qui pourraient devenir aussi des partenaires. Comment imaginer que nous ne serions pas constamment ouverts sur le monde. D'ailleurs, grâce à votre ministère, avec les bourses du Programme Odysée qui remporte un grand succès, nous le sommes déjà en accueillant les artistes étrangers chaque année dans nos centres.

Madame la Ministre, nous nous sentons donc à vos côtés, engagés dans une nouvelle étape. Nous sentons avec modestie que nous pouvons jouer un rôle irremplaçable et ceci nous rend très responsables.

Yves DAUGE,
Ancien Sénateur d'Indre-et-Loire,
Président de l'Association des Centres Culturels de Rencontre.